

**IL LEUR LANCE LE DÉFI DE FAIRE DESCENDRE LE PEUPLE DANS LA RUE****Rebaïne dénonce le «double discours» du pouvoir**

**Ali Fawzi Rebaïne dénonce le «double discours» des tenants du pouvoir auxquels il lance, par ailleurs, un défi, celui de faire descendre dans la rue, le peuple dont ils ne cessent de se prévaloir du soutien et de la caution.**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Si réellement le peuple est avec eux, pourquoi accusent-ils dans le même temps l'opposition de vouloir faire sortir ce même peuple dans la rue ?», s'est, en effet, interrogé, hier dimanche, à l'occasion d'une conférence de presse, le président de Ahd 54. Et d'enchaîner avec une autre interrogation : «Si tel était le cas, pourquoi ne pas opter pour un référendum populaire au lieu de l'option parlementaire ?», non sans s'attaquer au Conseil constitutionnel qui avait donné son quitus pour cette option parlementaire. Une institution au

«mauvais passé», lui reprochant, une énième fois, la validation du dossier de candidature du président de la République à l'élection présidentielle d'avril 2014.

Pour Rebaïne, cette Constitution «ne rapprochera pas le peuple des institutions, ne consacra pas l'indépendance de la justice, encore moins la pérennité des institutions et elle ne travaillera pas l'intérêt du peuple».

Et de s'en prendre à nouveau au président de la République qui, selon lui, «doit parler et ne pas laisser les autres parler en son nom», d'autant plus qu'il est le pro-



Ali Fawzi Rebaïne.

moteur du projet. Le président de Ahd 54, usera d'ironie, affirmant que «la musique ne se voit pas mais s'entend». «On le voit mais on ne l'entend pas. Il parle bien

avec les étrangers, pourquoi ne le fait-il pas avec les Algériens ? A moins qu'il soit atteint d'Alzheimer et qu'on veuille nous le cacher.» D'où sa conclusion que le prési-

dent n'accomplit pas ses missions.

Par ailleurs, Rebaïne dira être prêt à discuter avec tout le monde, mais de là à s'allier à un autre parti ou un groupe de partis, ce serait, selon lui, «renoncer à mes principes», et «diluer ces derniers». Ceci comme pour écarter tout ralliement à l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition qui compte le contacter en prévision de son second congrès prévu le 27 mars prochain. Une instance truffée, estimera-t-il, d'anciens chefs de gouvernement et d'administrateurs, «de repentis» comme il les appellera, qui «ne peuvent, selon lui, participer à remédier à la situation du pays dont ils sont responsables à des degrés différents».

M. K.

**RADIOPROTECTION****Le personnel de la radiothérapie et de la médecine nucléaire en formation**

**Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a lancé, hier, la première session d'une formation en radioprotection. La démarche qui entre dans le cadre de la lutte contre le cancer et la médecine préventive cible les services de radiothérapie et de médecine nucléaire avant de s'élargir à l'imagerie.**

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - il s'agit de la première formation du genre pour réduire les risques de contamination des rayonnements ionisants, souligne-t-on au ministère de la Santé. La formation de personnes compétentes en radioprotection, qui est d'une durée de 45 jours pour chaque session, va toucher dans un premier temps les services de radiothérapie et de médecine nucléaire avant de s'élargir à l'imagerie médicale. Le but est d'assurer «une sécurité globale aux utilisateurs, aux patients et à la population en général, compte-tenu de l'augmentation continue de l'offre en radiothéra-

pie et en médecine nucléaire», explique le département de Abdelmalek Boudiaf. D'autant que, poursuit-on, les nouveaux centres disposent souvent d'un encadrement jeune et n'ayant pas l'expérience nécessaire en matière de radioprotection. Selon la même source, l'amélioration de l'offre en radiothérapie se traduit par l'existence de 19 accélérateurs linéaires dans le secteur public plus trois autres en instance de mise en service à Blida et au CPMC contre seulement sept accélérateurs en 2013. Il existe également cinq accélérateurs relevant du secteur privé à Constantine, Blida et Tizi-Ouzou.

Une augmentation des capacités qui a permis, ajoute-t-on, de réduire significativement les délais d'attente qui sont passés de plus de 12 mois à moins d'un mois pour tous les cancers sauf pour le cancer du sein dont les délais d'attente varient entre un et sept mois. 17 centres et services anti-cancer, contre 13 centres actuellement, relevant du secteur public vont être opérationnels d'ici 2018 dont la plupart disposeront de trois

accélérateurs. L'on rappelle la reprise des travaux des centres anticancer de Sidi-Bel-Abbès, Tlemcen, Annaba et Tizi-Ouzou, la mise en fonction des centres anticancer de Batna, Sétif et Annaba et la relance de l'institut du cancer d'Oran et 4 centres en cours de réalisation à Laghouat, Adrar, Béchar et El Oued. Le ministère de la Santé souligne que les personnes compétentes en radioprotection seront placées sous l'autorité directe du directeur de l'établissement dont les textes réglementaires sont en cours de finalisation. «Ultérieurement, lorsque les circonscriptions sanitaires auront été mises en place, ce personnel aura compétence sur tout le territoire de la circonscription pour assurer la radioprotection, y compris en matière d'imagerie médicale», ajoute-t-on. Le ministère de la Santé exhorte aussi les établissements privés à établir des conventions avec les établissements publics «pour que les personnes compétentes en radioprotection puissent veiller au respect des normes et des bonnes pratiques en matière de radioprotection».

S. A.

**COOPÉRATION ALGÉRIE-UE****Le programme Erasmus+ pour soutenir les universités algériennes**

Le programme de partenariat, intitulé Erasmus+ de l'Union européenne (UE), permet de répondre aux défis actuels des universités algériennes, a indiqué hier à Alger, le directeur de la coopération et des échanges au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Arezki Saïdani.

«Erasmus+ est un programme important pour l'enseignement supérieur en Algérie, parce qu'il permet de répondre aux défis auxquels sont confrontées actuellement les universités algériennes», a déclaré le responsable à l'occasion d'une journée d'information et de vulgarisation de ce programme organisée au profit de la communauté universitaire.

Erasmus+, qui succède à Erasmus Mundus et à Tempus, est mis en œuvre depuis deux ans par l'UE, «soutient les uni-

versités dans leurs efforts pour moderniser leurs systèmes et leurs programmes à travers des partenariats internationaux en offrant davantage d'opportunités aux étudiants.

Quelque 16,5 milliards d'euros financeront ce programme pour la période 2014-2020 dont plus de 17% seront consacrés aux actions de ses composantes internationales.

Parmi les défis auxquels le programme devait permettre de faire face, le responsable au ministère de l'Enseignement supérieur a évoqué l'employabilité, l'insertion professionnelle et la nécessaire mise en place des programmes qui répondent aux compétences recherchées par le marché du travail. «Le programme comprend également une dimension internationale qui permet d'amplifier le rayonnement

international des universités algériennes et renforcer leur visibilité à l'échelle internationale», a-t-il souligné. Relevant que la coopération avec l'Union européenne dans le domaine de l'enseignement supérieur demeure «une priorité», M. Saïdani s'est félicité que 58 projets soient exécutés entre 2004 et 2014.

Il a indiqué néanmoins que l'objectif du ministère «est que les universités algériennes émergent en force dans ce programme et qu'elles émergent en tant que chef de file, porteuses et coordinatrices de projets».

M. Saïdani a plaidé aussi pour «favoriser et encourager les jeunes universités qui n'ont pas participé dans les précédents programmes de coopération».

Un avis que partage M<sup>me</sup> Manuela Navarro, chef de section dans la délégation de l'UE

en Algérie, qui a défendu le principe de «renouveau des universités algériennes qui participent dans ce programme».

Par ailleurs, M. Saïdani a indiqué, à cette occasion qu'une «cellule de veille composée de porteurs de projets exécutés a été mise en place afin de partager leur expérience dans la maîtrise de l'ingénierie et le montage des projets». S'agissant du programme en cours, le coordinateur du bureau d'Erasmus+ en Algérie, M. Abdelhakim Bensaoula, a fait savoir que 4 projets d'universitaires algériens ont été retenus sur un total de 13 présentés.

«Notre participation était qualitative. Nous appelons cependant nos universités à s'impliquer davantage dans ce programme», a-t-il affirmé.

APS

**IL EST ARRIVÉ HIER DANS LA CAPITALE DE L'OUEST Alain Juppé à Oran**

Photo : DR

**Prévue initialement pour fin novembre 2015, la visite officielle d'Alain Juppé avait été reportée en raison des attentats de Paris. Depuis hier, le candidat à la présidentielle de 2017 est l'hôte de la wilaya d'Oran. Son arrivée à la capitale de l'Ouest était attendue en fin d'après-midi, où il devait visiter la grande mosquée Ibn-Badis, avant d'entamer aujourd'hui une visite axée sur les échanges et la formation professionnelle.**

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - L'actuel maire de Bordeaux devra ce rendre tôt ce matin à Santa-Cruz, puis inspectera le tramway pour y constater son bon fonctionnement. A l'ordre du jour de cette visite, sa rencontre avec les jeunes de l'association Santé-Sidi-Houari, partenaire de l'association des Centres d'animation de quartiers de Bordeaux en matière d'animation socio-culturelle. Alain Juppé procédera, par la suite, à la signature d'une convention en matière de formation aux métiers de l'hôtellerie et de la restauration entre le lycée de Gascogne Bordeaux-Talence et le groupe hôtelier Eden. Pour rappel, les villes de Bordeaux et d'Oran sont jumelées depuis 2003 à travers des actions d'échange et de partenariat multisectoriel et pluridisciplinaire.

Parmi ces domaines de partenariat, la formation du personnel de l'administration territoriale, l'environnement et l'hygiène du milieu, l'informatisation de l'état civil, l'entretien des espaces verts, la restauration du vieux bâti...

Mais également un accord de coopération liant d'une part le CHU de Bordeaux et l'Institut anticancer Bergonier (région de l'Aquitaine), et de l'autre, l'EHU, le CHU, et les hôpitaux de proximité (EPSP) d'Oran. Le maire de Bordeaux quittera aujourd'hui Oran en vue d'un séjour privé à Alger, pour des entretiens politiques avec les autorités algériennes, nous précise-t-on.

A. B.